

# « Le MR a introduit le loup dans la Belgique »

**PARTIS** Olivier Deleuze constate que les négociateurs amplifient les inégalités sociales introduites par le gouvernement Di Rupo

- ▶ Le coprésident d'Ecolo fusille la politique du gouvernement sortant.
- ▶ Il qualifie d'« arnaque » les intentions de la future suédoise.
- ▶ Et pourfend l'alliance de Charles Michel et de la N-VA.

## ENTRETIEN

Olivier Deleuze, coprésident d'Ecolo et bourgmestre de Watermael-Boitsfort estime que les négociateurs de la « suédoise » ne font rien de plus que radicaliser une série de mesures déjà avalisées sous le gouvernement Di Rupo.

**Dans l'opposition fédérale, on s'apprête à tirer à boulets rouges sur une politique qui ferait mal aux catégories les plus fragiles de la population. Vous nourrissez les mêmes craintes ?**

*Un premier pas dans cette direction a déjà été franchi par l'équipe sortante. Elle a ciblé les personnes en recherche d'emploi, notamment en prolongeant les stages d'attente et en accentuant la dégressivité des montants de chômage. Bart De Wever ne sera pas responsable, au 1<sup>er</sup> janvier prochain, de la situation précaire*

*de tous ces jeunes privés d'allocations de chômage qui débarqueront dans nos CPAS. Ce que l'on découvre au travers de tous les ballons d'essai lâchés par les négociateurs de la future majorité, c'est une volonté de prolonger et d'accentuer ce pli. Car les inégali-*

*tés de plus en plus importantes entre les revenus du travail et ceux du capital, c'était déjà une réalité. Ce n'est pas non plus la faute de De Wever. Ne récrivons pas l'Histoire.*

**La « suédoise » accentue et radicalise la direction prise par le gouvernement sortant, dites-vous. Par exemple ?**

*Prenons leur proposition de contraindre les chômeurs à des travaux généraux s'ils veulent éviter la dégressivité de leurs allocations. C'est prendre le problème par le petit bout de la lorgnette. Ce n'est pas de cette manière que l'on s'attaque aux défis fondamentaux de notre société : l'injustice, l'économie financière, le type de stratégie industrielle.*

*Je n'ai vu aucune analyse globale mais une succession de promesses démagogiques. Ils doivent trouver 17 milliards pour combler le trou. Ils y ajoutent 4 à 5 milliards de politiques nouvelles. Et, dans la foulée, ils vont acheter quelques avions. Attendons le chiffre. Jusqu'ici, c'est l'arnaque.*

*C'est comme cette idée d'instaurer un service minimum. C'est quoi, le problème de ce pays ? Ne faudrait-il pas investir dans le train ? Tout le monde sait que, lors des heures de pointe, le service se dégrade. Si le nombre d'automobiles continue à croître plus rapidement que la population, ce n'est pas par hasard. Ce gouvernement n'est pas celui de*

**« Inviter dans les structures de l'Etat, comme l'a fait le MR, quelqu'un qui en veut la fin... »**

*la rupture : c'est celui de la radicalisation des politiques anti-sociales.*

**Si on vous impose demain, en qualité de bourgmestre, d'instaurer un tel service à la collectivité dans votre commune...**

*Le taux de chômage à Watermael-Boitsfort est de 15 %, contre 30 % à Bruxelles. Il y a 300 à 400 chômeurs dans cette commune de 24.500 habitants. Ces sans-emploi, ils prendraient le boulot de qui, je vous le demande ? Des auxiliaires d'éducation dans les écoles, des accueillantes d'enfants, des jardiniers ? De qui ? Nous disposons, comme dans toutes les communes, d'une agence locale pour l'emploi (ALE). Nous avons dû être attentifs, en fonction des activités qui se déroulent dans la commune, pour définir les travaux que ces personnes seraient appelées à effectuer. Pas question, évidemment, qu'ils soient mis en concurrence avec d'autres travailleurs. Prenez l'entretien des parcs et des jardins. Nos discussions, en conseil communal, portent sur la question de savoir,*

*par exemple, si les ALE pourront entretenir nos parcs et jardins. Il y a une dizaine d'entreprises de jardinage et de pépinières dans la commune. C'est absurde. C'est une manière vexatoire d'aborder les problèmes économiques. Revenons au vrai défi : la création d'emplois. Dans quel secteur la Belgique a-t-elle une plus-value à apporter ? Où y a-t-il de la richesse à créer ? Réunissons les régions et le fédéral pour mettre en place un plan Marshall national. Voilà un espoir, un projet pour engager la lutte contre le chômage. La piste des travaux d'intérêt général, c'est complètement démagogique. Affirmer, comme le font d'aucuns dans la « suédoise », que le chômeur est seul responsable de son état, c'est évidemment absurde. Très naturellement, les courbes de chômage épousent celles de l'activité économique. C'est mathématique.*

*des raisons budgétaires, à des compétences de police et de CPAS. Le CPAS, même dans une commune riche, a le couteau sur la gorge.*

**Ce type de mesures vous inquiète, comme responsable communal ?**

*Toutes les communes ressentent déjà l'effet des sanctions anti-chômeurs décidées sous Di Rupo I<sup>er</sup>. Elles ont deux problèmes : le vieillissement et la crise économique. La dotation à la police augmentera de 5 % chez nous en 2015. Si ça continue, les entités locales devront se limiter, pour*

## « La piste des travaux

## d'intérêt général, c'est complètement démagogique »

*des raisons budgétaires, à des compétences de police et de CPAS. Le CPAS, même dans une commune riche, a le couteau sur la gorge.*

**L'asymétrie politique entre les entités fédérées francophones et l'échelon fédéral ne facilite pas non plus la cohérence, non ?**

*C'est vrai, c'est compliqué. Mais désormais, le loup est dans la bergerie. Je dirais même dans la « Belgique ». Et ça, c'est l'autre arnaque. Vous vous souvenez de ceux qui, hier, avaient juré : « Nous ? Jamais avec la N-VA ! ». L'Etat belge a toujours été compliqué. Il est possible, via des institutions complexes, de le faire fonctionner. Mais si vous prenez le risque, comme l'a fait le MR, d'inviter dans les structures de l'Etat quelqu'un qui en veut la fin, c'est foutu. Ce parti séparatiste - et c'est son droit le plus strict - n'a évidemment aucun intérêt à ce que ce pays fonctionne. C'est d'ailleurs pour tenter de masquer cette réalité que Charles Michel assure que le fédéral tendra la main aux Régions et se concertera avec elles.*

**Quel sera le message d'Ecolo, rejeté dans l'opposition**

**à tous les niveaux de pouvoir ?**

*Dans cette société, il faut un projet. Mobilisateur, moderne et clair. Il a deux composantes. Un : la justice sociale. Tout le monde doit*

### LE CONTEXTE

Olivier Deleuze quittera la coprésidence partagée avec Emily Hoyos d'ici la fin de l'année. Son alter ego Wouter Van Besien avait annoncé la veille de notre entretien sa prochaine démission de la présidence de Groen, après trois succès électoraux consécutifs. Le bourgmestre de Watermael-Boitsfort a déjà tiré les conclusions de la déconfiture des verts francophones en mai dernier. Depuis trois jours et jusqu'à ce dimanche, leurs militants participent à Masurem (près de la frontière française) à leurs annuelles rencontres écologiques d'été. Le thème de cette édition : la régénération. Les verts francophones mettent en branle le processus de redéploiement du parti. Dont le(s) nouveau(x) leader(s) sera(seront) désigné(s) à la fin de l'année. Le conseil de Fédération du 19 septembre décidera du timing de l'élection.

D.V.

*pouvoir y adhérer. Un parti comme la N-VA ne cesse d'enfoncer le clou de la responsabilisation. Très bien, mais j'ose croire que le concept ne vaut pas seulement pour les chômeurs mais s'adresse aussi aux banques. Lehman Brothers, ce n'est pas l'identité de deux chômeurs, si je suis bien informé. Et deux : la modernité.*

*Quel sera le monde de demain ? Comment tenir compte des faits, comme celui du réchauffement cli-*

*matique. On est en train de gaspiller le capital sur lequel notre bien-être est bâti. Il faut retrouver le sens des choses. Comment rencontrer notre besoin fondamental de bien-être ? C'est quoi, le projet ? Je ne suis pas convaincu que la gauche traditionnelle s'en préoccupe.*

*Le monde évolue de manière et à une vitesse incroyable. C'est très bien. Mais on reste dans le partage du gâteau. Ecolo est pour la globa-*

*lisation des revenus : il faut un même taux d'imposition pour tous les revenus, ceux du travail et des mobiliers. On assiste à une certaine résignation, comme s'il n'y avait plus qu'une seule voie possible. Mais qui profite de cela, sinon les extrêmes, comme le FN de Marine Le Pen ? Il faut que nos sociétés s'interrogent sur le sens des choses. Et notre rôle d'écologiste, c'est cela.*

**Vous avez perdu des voix  
sur votre gauche, au profit du PTB,  
notamment...**

*Ecolo a payé sa participation au pouvoir aux Régions et aux Communautés : elle a constitué un obstacle à une communication claire et radicale sur un projet de société. Et, cela, c'est ma responsabilité. Et puis, il y a un deuxième élément d'explication : la désespérance dans notre société. Et le stress qu'elle génère dans un environnement où personne n'est assuré de son emploi. ■*

**Propos recueillis par  
DIRK VANOVERBEKE**

## BLACK-OUT

### « Le nucléaire moins fiable que je ne le pensais... »

Olivier Deleuze était secrétaire d'Etat fédéral à l'Energie et au Développement durable entre 1999 et 2003. Il fut l'un des artisans majeurs de la loi de sortie du nucléaire. La menace d'un black-out cet hiver, suite à l'arrêt de centrales à Doel et Tihange, le renforce encore dans son analyse. « Cette épée de Damoclès n'a rien à voir avec la loi de sortie du nucléaire : celle-ci prévoyait uniquement l'arrêt en février 2015 d'une petite centrale de 433 mégawatts. Aujourd'hui, ce sont trois grosses centrales – 3.000 mégawatts produits à elles seules – qui sont à l'arrêt à cause de problèmes techniques. On apprend aujourd'hui par l'exploitant que certains d'entre eux existaient déjà dès leur construction. Ce qui démontre que cet exploitant ne maîtrise pas ses centrales. Le nucléaire est donc encore moins fiable que je ne l'imaginais déjà en 2003. A cause du chaos technique de cette filière et de notre dépendance vis-à-vis d'elle, nous sommes plongés dans une situation préoccupante. Ceci dit, s'il y a des problèmes de microfissures dans nos centrales, ce n'est pas non plus la faute des politiques... »

Le coprésident d'Ecolo regrette l'absence de consensus sur la voie énergétique à suivre : « Les avis divergent selon les partis. Dès lors, contrairement à la France ou à l'Allemagne, notre politique énergétique change d'un gouvernement à l'autre. Ce qui complique la vie des investisseurs. Que fait-on ? On prolonge la vie des centrales sous un gouvernement avant de la raccourcir sous le suivant... Et il y a une seconde difficulté spécifique à notre pays. Institutionnelle : la politique énergétique est partagée entre le fédéral et les régions. Une difficulté qui sera progressivement gommée lorsqu'un jour, l'Europe encadrera les décisions, comme elle le fit avec le charbon et l'acier. L'autorité de sûreté nucléaire doit être supranationale. »

D.V.